

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE- ADHÉRENT POINTS- PREAMBULE

Les expressions suivantes doivent être entendues, dans les présentes conditions générales de ventes, sous la mention suivante : L'adhérent Point S : désigne la société affiliée au Réseau Point S ou toute personne physique ou morale agissant en son nom ou pour son compte.

"Le Client" : désigne toute personne physique ou morale se rendant chez une entité professionnelle adhérente au réseau Point S.

"Les Marchandises" : désigne les produits, marchandises, matériaux, matériels, fournitures ou autres biens que le fournisseur soumet à l'adhérent Point S en vertu du "Contrat".

"Le Contrat" : désigne l'obligation contractuelle nous incombant d'avoir à fournir des "Marchandises" en application d'une commande donnée, sous réserve des présentes, ainsi que de toutes conditions particulières convenues entre nous, à la condition expresse que les présentes ne puissent être modifiées d'une manière quelconque, que sous réserve de notre accord exprès et par écrit, et que les présentes conditions s'appliquent nonobstant et se substituent à tout usage, clause ou disposition légale, réglementaire ou autre.

ARTICLE PREMIER - APPLICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE - OPPOSABILITÉ DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

- 1.1 - Les présentes conditions générales s'appliquent à l'intégralité des ventes de "Marchandises" intervenant entre L'adhérent Point S et le "Client".
- 1.2 - Les présentes conditions générales sont systématiquement adressées ou remises à chaque "Client" pour lui permettre de passer commande.
- 1.3 - Si à la demande du "Client", L'adhérent Point S, fournit, à quelque titre que ce soit, toute documentation publicitaire, ces documents et autres supports sont fournis, ainsi que les droits d'auteur les concernant, restent propriété exclusive de L'adhérent Point S.
- 1.4 - Aucune condition particulière ne peut, sauf acceptation formelle et écrite de L'adhérent Point S, prévaloir contre les présentes conditions générales. Toute condition contraire posée par le "Client" sera donc, à défaut d'acceptation expresse, inopposable à L'adhérent Point S, quel que soit le moment où elle aura pu être portée à notre connaissance.
- 1.5 - Lorsque L'adhérent Point S ne se prévale pas à un moment donné de l'une quelconque des présentes conditions générales, ne peut être interprété comme valant renoncement à se prévaloir ultérieurement de l'une quelconque desdites conditions.
- 1.6 - Le fait de passer commande implique l'adhésion entière et sans réserve du "Client" aux présentes conditions générales, à l'exclusion de tout autre document tel que tarifs, devis, publicités, prospectus, catalogues, émis par L'adhérent Point S et qui n'ont qu'une valeur indicative.

ARTICLE 2: COMMANDE

- 2.1 - Les commandes ne sont définitives que lorsqu'elles ont été confirmées par écrit par le "Client" au plus tard sept jours après l'acceptation correspondant à VINGT POUR CENT (20%) du montant total de la commande.
- 2.2 - Les commandes prises par les représentants de L'adhérent Point S ne sont définitives qu'après acceptation de la part de L'adhérent Point S. L'acceptation de L'adhérent Point S pourra également résulter de l'expédition des "Marchandises".
- 2.3 - Chaque commande passée avec notre société constitue un contrat séparé. En conséquence, le "Client" ne pourra en aucun cas résilier ou revendiquer l'une quelconque compensation ou rétention, en raison d'une revendication relevant d'une commande sur des sommes dues en vertu d'une autre.
- 2.4 - Le bénéfice des commandes est personnel au "Client" et ne peut être cédé sans l'accord de L'adhérent Point S.
- 2.5 - En cas de pénurie concernant un type de "Produits", L'adhérent Point S répondra aux commandes en fonction de leur ordre d'arrivée et dans la mesure de ses disponibilités.
- 2.6 - Toute demande de notification ou annulation de commandes par le "Client" ne pourra être prise en considération que si elle a été notifiée par écrit à L'adhérent Point S avant l'expédition des "Marchandises". Si L'adhérent Point S n'accepte pas la modification ou la résolution de la commande, les acomptes ne pourront être restitués qu'en valeur marchandise.
- 2.7 - Nous ne pouvons consentir au "Client" ne sont valables que sur les commandes suivantes.
- 2.8 - L'adhérent Point S ne s'engage à transmettre au "Client" que le titre et les droits aux marchandises qu'elle est en mesure de faire valoir, à l'exclusion des marchandises qui sont ou deviennent assujetties à un droit quelconque de propriété industrielle ou intellectuelle appartenant à, ou revendiqué par un tiers.

ARTICLE 3: LIVRAISON

- 3.1 - Modalités
 - 3.1.1 - La livraison est effectuée par la remise directe du produit au "Client".
 - 3.1.2 - Sont assimilées à une remise directe les "Produits" livrés :
 - la délivrance par L'adhérent Point S au "Client" d'un avis de mise à disposition ;
 - transmission par écrit
 - la délivrance à un expéditeur ou à un transporteur intervenu dans les locaux de L'adhérent Point S.
 - 3.1.3 - En cas de délivrance d'un avis de mise à disposition, le "Client" s'engage à prendre livraison dans les HUIT (8) jours calendaires qui suivent l'avis de mise à disposition. Passé ce délai, L'adhérent Point S pourra :
 - soit résilier unilatéralement le "Contrat", les acomptes versés lui étant acquis ;
 - soit poursuivre l'exécution du "Contrat" en décomptant au "Client" des frais de garde.
- 3.1.4 - L'adhérent Point S est autorisée à procéder aux livraisons de "Marchandises" de façon globales ou partielle.
- 3.2 - Débat
 - 3.2.1 - En l'absence d'exécution immédiate du contrat, la date ou le délai auquel le bien ou le service est exécuté est transmis à l'adhérent Point S avant tout contrat à titre onéreux. Le bien ou le service fourni est délivré à la date ou dans le délai indiqué à l'adhérent Point S.
 - 3.2.2 - En cas d'inexécution par le professionnel de ses obligations de délivrance ou de garde, d'un délai de son obligation de livraison ou de service, l'adhérent Point S est en droit de solliciter la résolution ou la résiliation du contrat.
 - 3.2.3 - A défaut d'indication ou d'accord relatif à la date de délivrance ou de fourniture, le bien ou le service est fourni sans retard injustifié et au plus tard 30 jours après la conclusion du contrat.
 - 3.2.4 - En cas de dépassement des délais de livraison pour cas de force majeure, L'adhérent Point S ne saurait voir sa responsabilité engagée.
 - 3.2.5 - Sont considérées comme cas de force majeure déchargeant la société de son obligation de livrer, sans que la liste ci-après puisse être considérée comme limitative, la guerre, l'émeute, l'incendie, les grèves, les accidents, l'impossibilité pour lui-même d'être approvisionné.
- 3.2.6 - L'adhérent Point S informera le "Client" par écrit et sans délai à compter de leur survenance, des cas et événements ci-dessus énumérés.
- 3.2.7 - Toute hypothèse, la livraison dans les délais ne peut intervenir que si le "Client" a donné son accord préalable et écrit à L'adhérent Point S quelque en soit la cause. L'adhérent Point S aura notamment la possibilité de suspendre sa livraison de commandes passées par le Client dans l'hypothèse où ce dernier n'aurait pas procédé au règlement de commandes antérieures dans les délais de paiement mentionnés aux présentes et ce jusqu'à complet paiement du prix.
- 3.2.8 En cas de manquement à son obligation de délivrance du bien ou de fourniture du service dans les conditions prévues à l'article 3.2.1 à 3.2.6, le consommateur peut résoudre le contrat et solliciter des dommages et intérêts.

3.3- Risques

- 3.3.1 - Les "Marchandises" sont livrables franco de port ou contre remboursement au lieu convenu.
- 3.3.2 - Le transfert de la garde au Client s'effectue au moment où il est matériellement en possession de la chose. Le vendeur ne pourra supporter les risques pesant sur la chose jusqu'à livraison au Client. Si les Marchandises voyagent ainsi même en cas d'expédition franco de port, aux risques et périls du transporteur.
- 3.3.3 - Il appartient au Client au transporteur mandaté de vérifier l'absence d'avaries et/ou manquants au moment de la livraison. Toute réserve doit être immédiatement, portée à la connaissance du Vendeur par fax, e-mail ou téléphone. Par ailleurs, elle doit être portée sur le bordereau de livraison et être confirmée au transporteur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les trois (3) jours, non compris les jours fériés, à compter de la réception, selon les conditions de l'article L.133-3 du Code de commerce, avec copie par lettre au siège social du Vendeur adressée dans les mêmes délais. Sans préjudice des dispositions à prendre vis-à-vis du transporteur, les réclamations concernant les défauts apparents (la nature, la qualité ou la non-conformité des Marchandises par rapport au bordereau d'expédition), doivent être adressées par écrit au Vendeur dans les huit (8) jours de la réception des Marchandises, en identifiant les Marchandises concernées, les quantités concernées et la nature du défaut relevé.
- 3.4 - Réception
 - 3.4.1 - Sans préjudice des dispositions à prendre vis-à-vis du transporteur, les réclamations sur les vices apparents des "Marchandises" livrées par rapport aux "Marchandises" commandées, ou au bordereau d'expédition, doivent être formulées par écrit dans les huit (8) jours de l'arrivée des "Marchandises".
 - 3.4.2 - Il appartiendra au "Client" de fournir toutes justifications quant à la réalité des vices ou anomalies constatés. Il devra laisser à L'adhérent Point S toutes facilités pour procéder à la constatation de ces vices, et pour y porter remède. Il s'abstiendra d'intervenir lui-même, ou de faire intervenir un tiers à cette fin.
 - 3.4.3 - Pour les "Marchandises" vendues en conditionné, les poids et mesures au départ font foi des quantités livrées.

ARTICLE 4: REPRISE

- 4.1 - Modalités
 - Tout retour de "Marchandises" au-delà du délai légal de rétractation de QUATORZE (14) jours doit faire l'objet d'un accord formel entre le "Client" et L'adhérent Point S. A cette fin, le Client devra adresser à L'adhérent Point S par écrit un bordereau de demande de retour identifiant la marchandise qu'il souhaite retourner et les raisons du retour sollicité. L'adhérent Point S bénéficiera d'un délai de HUIT (8) jours pour notifier au Client son acceptation ou son refus du retour sollicité sauf si le Client le retourne dans le délai de rétractation de QUATORZE (14) jours prévus par la loi relative aux droits des consommateurs. En l'absence d'accord formel, le retour et cet accord seront tenus à la disposition du "Client" et ne donneront pas lieu à l'établissement d'un avoir. Aucun retour ne sera accepté après un délai de QUATORZE (14) jours suivant la date de livraison ou de la réalisation de la prestation. Dans la "Marchandise" doit être retournée neuve, non installée et dans son emballage d'origine. L'établissement de l'avoir est subordonné à une vérification qualitative et quantitative des "Marchandises" retournées. Les frais et les risques du retour sont à la charge du client au moment de la livraison.
- 4.2 - Conséquences
 - Toute reprise acceptée par L'adhérent Point S entraînera l'établissement d'un avoir au profit du "Client" après vérification qualitative et quantitative des "Produits" retournés.

retourés. Les avoirs résultant des marchandises rendues ne sont, en aucun cas, remboursables ou ne peuvent être utilisés, pour annuler une facturation ou pour obtenir des réductions de prix. Les avoirs ne peuvent être utilisés pour l'obtention de fournitures effectuée par nos soins. Les retours non conformes à la procédure définie à l'article 4-2.1 seront sanctionnés par la perte, pour le "Client", des acomptes versés. En cas de vice apparent ou de non-conformité des "Marchandises" livrées, dûment constaté par L'adhérent Point S, le "Client" pourra obtenir le remplacement gratuit ou le remboursement des "Marchandises" ou être crédité en points au prorata du montant de la commande. L'adhérent Point S, à l'exclusion de toutes indemnités ou dommages et intérêts. Le remplacement ou le remboursement des "Marchandises" excepté l'hypothèse définie à l'article 4.2.3, sont affectés, sur le relevé de factures suivantes, d'une déduction correspondant à CINQ POUR CENT (5%) de la valeur des "Marchandises" pour couvrir les frais administratifs liés au traitement de l'opération.

ARTICLE 5: GARANTIES

5.1 – Etendue Garantie Manufacturier

Les "Marchandises" sont garanties contre tout défaut de matière ou de fabrication pendant une durée correspondant à celle de nos manufacturiers, conformément au 1-er alinéa des présentes conditions générales. La garantie court à compter de la date de livraison. La présentation du certificat de garantie et de la facture sera rigoureusement exigée lorsque la garantie sera invoquée. Afin de bénéficier de la garantie, toute "Marchandise" doit être, au préalable, soumise à l'examen de L'adhérent Point S dont l'accord est indispensable pour tout remplacement. Les frais éventuels de port sont à la charge du "Client".

5.2 Etendue Garanties Légales de Conformité et de vices cachés

Les "Marchandises" fournies par L'adhérent Point S bénéficient de la garantie légale de conformité dans les conditions prévues aux articles L. 217-3 et suivants du Code de la consommation et de la garantie légale des vices cachés dans les conditions prévues aux articles 1641 et suivants du Code civil. Le Client peut agir en garantie légale de conformité et/ou en garantie légale des vices cachés en s'adressant à L'adhérent Point S ou à la société Point S France. Lorsqu'il agit en garantie légale de conformité, le client est expressément informé qu'il bénéficie d'un délai de 2 (deux) ans à compter de la livraison du produit pour agir. Le client peut choisir entre le remplacement du produit. Les défauts de conformité qui apparaissent dans un délai de vingt-quatre mois à compter de la délivrance du bien, y compris du bien comportant des éléments numériques, sont, sauf preuve contraire, présumés exister au moment de la délivrance, à moins que cette présomption ne soit incompatible avec la nature du bien ou du défaut invoqué. Pour les biens d'occasion, ce délai est fixé à douze mois. La garantie légale de conformité s'applique indépendamment de la garantie commerciale éventuellement consentie. Le client peut décider de mettre en œuvre la garantie contre les défauts cachés de la chose vendue au sens de l'article 1641 du code civil. Le cas échéant, il peut choisir entre la résolution de la vente ou une réduction du prix de vente conformément à l'article 1644 du code civil. Le Client bénéficie de ces garanties indépendamment des autres garanties figurant dans les présentes conditions générales.

5.3 – Exclusions Garanties Manufacturier et Légales

La garantie ne joue qu'à la condition que les prescriptions de L'adhérent Point S et/ou des manufacturiers et fabricants concernant le stockage, le montage, le gonflage des "Marchandises" soient scrupuleusement respectées par le "Client" ou ses préposés. La garantie ne joue pas pour les vices apparents. Il est également expressément convenu que L'adhérent Point S sera exonérée de toute garantie à raison des vices cachés de la chose vendue. Conformément à l'article 1245-14 du Code civil, L'adhérent Point S exclut toute responsabilité concernant les dommages causés aux biens par les "Marchandises" vendues, excepté les biens utilisés par la victime principalement pour son usage ou sa consommation privée. Aucune garantie ne sera due si la chose vendue fait l'objet de modifications sans l'accord préalable et écrit de L'adhérent Point S ou même d'intervention à titre de réparation ou d'entretien par des personnes non agréées par L'adhérent Point S. De même, la responsabilité de L'adhérent Point S ne saurait être recherchée pour un dommage quel qu'il soit relevant d'un usage anormal du "Produit" vendu ou provoqué par son usage. Sont également exclus les défauts et détériorations provoqués par l'usure naturelle ou par un accident extérieur (montage erroné, entretien défectueux, utilisation anormale...), ou encore par une modification du "Produit" non prévue ni spécifiée par L'adhérent Point S.

ARTICLE 6: PRIX

- 6.1 - Le prix pratiqué par L'adhérent Point S est celui en vigueur au jour de la livraison. Les tarifs sont modifiables sans préavis.
- 6.2 - Les "Marchandises" sont facturées d'après le prix du marché et le tarif en vigueur sur le tarif en vigueur porté à la connaissance préalable du "Client".
- 6.3 - Les prix s'entendent nets, départ, emballages compris, sauf pour les emballages spéciaux taxés en sus, pour lesquels il convient de se référer à l'article 10 des présentes conditions générales.
- 6.4 - Tous impôts, taxes, droites ou autres prestations à payer en application des règlements français, ou ceux d'un pays importateur ou d'un pays de transit, sont à la charge du "Client".
- 6.5 - Sauf accord écrit du fournisseur, les frais de port sont toujours à la charge du "Client".
- 6.6 - Dans le cas d'un paiement anticipé par rapport aux délais convenus, un escompte égal aux taux de base bancaire majoré d'UN POUR CENT (1%) sera pratiqué par tranche de TRENTE (30) jours à compter du règlement de la facture.

ARTICLE 7: FACTURATION

- 7.1 - Une facture est établie pour chaque livraison et délivrée au moment de celle-ci, à moins qu'il ait été remis un bon de livraison, auquel cas une facture récapitulative, se référant à tous les bons de livraison émis, sera établie à édition des bons de livraisons.
- 7.2 - Dans l'hypothèse où surviendrait un obstacle matériel ou l'absence d'un élément indispensable ne permettant pas l'établissement de la facture, comme le poids ou le prix, par exemple, un léger différé de facturation devra être accepté par le "Client". Néanmoins, et à titre substitutif, un document intermédiaire (bon de livraison) sera établi en double exemplaire au moment de la livraison ou de l'enlèvement des "Marchandises", individualisé au moyen d'un carnet à souches numérotées et comportant les mêmes mentions que la facture, à l'exception de l'élément non encore déterminé.
- 7.3 - La facture sera établie dès la détermination du ou des éléments manquants, et fera référence au document intermédiaire, dans ce cas, le délai de règlement devra courir à compter de la date de la livraison des "Marchandises".

ARTICLE 8: PAIEMENT

8.1 - Modalités

Sauf convention contraire expresse, les "Marchandises" sont payables au comptant, au lieu de L'adhérent Point S.

Les paiements peuvent s'effectuer par tous moyens de paiement légalement possibles, sous réserve de leur conformité avec la loi LME (60) jours, date de facture ou 45 jours fin de mois selon les modalités appliquées par l'entreprise.

8.2 - Retard ou défaut

En cas de retard de paiement d'une seule facture à son échéance, quel qu'en soit le motif, L'adhérent Point S pourra sus- pendre immédiatement toutes commandes en cours, sans préjudice de toute autre voie d'action.

Toute somme non payée à l'échéance figurant sur la facture entraine l'application de PENALITES DE RETARD calculées au jour le jour, prorata temporis, jusqu'au complet paiement, à un taux équivalent à 12% par an sans pouvoir excéder les plafonds légaux. Ces pénalités seront exigibles sur simple demande de L'adhérent Point S.

Le montant de ces intérêts de retard sera imputé de plein droit sur toutes remises, remises courtoises ou rabais dus par L'adhérent Point S.

En cas de défaut de paiement, QUARANTE HUIT (48) heures après une mise en demeure restée infructueuse, la commande sera résiliée de plein droit, si bon semble, à L'adhérent Point S qui pourra demander, en référé, la restitution des "Produits", sans préjudice de tous autres dommages intérêts.

Aus cas de paiement par effet de commerce, le défaut de retour de l'effet sera considéré comme refus d'acceptation assimilable à un défaut de paiement. De même, lorsque le paiement est échelonné, le non-paiement d'une seule échéance entraînera l'exigibilité immédiate de la totalité de la dette, sans mise en demeure. Les remises, bonifications ou prix spéciaux consentis sur les factures de L'adhérent Point S, s'entendent pour paiement à l'échéance prévue. En cas de non-exécution, les factures seront automatiquement et de plein droit, majorées du montant de ces bonifications et réductions. Les honoraires d'officiers ministériels, des intérêts qui courent de plein droit en cas de non-paiement à l'échéance.

Dans tous les cas qui précèdent, les sommes qui seraient dues pour d'autres livraisons ou pour toute autre cause, deviendront immédiatement exigibles si L'adhérent Point S n'opte pas pour la résolution des commandes correspondantes.

Le "Client" devra rembourser tous les frais occasionnés par le recouvrement contentieux des sommes dues, y compris les honoraires d'officiers ministériels. En aucun cas, les paiements ne peuvent être suspendus sans l'accord écrit et préalable de L'adhérent Point S.

Tout paiement partiel s'imputera d'abord sur la partie non privilégiée de la créance, puis sur les sommes dont l'exigibilité est la plus ancienne.

8.3 - Consignation

Les paiements ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque compensation sans l'accord écrit et préalable de L'adhérent Point S. Même si toutes les conditions de la compensation légale ne sont pas réunies, L'adhérent Point S pourra opposer la compensation entre les sommes qu'il devrait au "Client" et celles dont le "Client" serait redevable.

8.4 - Exigence de garanties ou règlement.

Toute détérioration du crédit du "Client" pourra justifier l'exigence de garanties ou d'un règlement comptant ou par traite payable à vue, avant l'exécution des commandes reçues. Ce sera notamment le cas si une modification dans la capacité du débiteur, dans la personne des dirigeants ou dans la forme de la société, ou si une cession, location, mise en nantissement ou apport de son fonds de commerce ou un état de défaillance du "Client" ou du "Client".

8.5 - Pénalités et loi LME

Le défaut de paiement à date d'échéance par le Client entrainera de plein droit la perception de pénalité de retard égale au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points et une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement, et des frais réels de recouvrement exposés par la Société au-delà du montant de cette indemnité légale.

ARTICLE 9: RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

- 9.1 - Les "Marchandises" sont vendues avec une clause subordonnant expressément le transfert de leur propriété au paiement intégral du prix en principal et accessoire.
- 9.2 - Il est toutefois entendu que la simple remise d'un titre créant une obligation à payer, traite ou autre, ne constitue pas un paiement au sens de la présente

clause, la créance originaire de L'adhérent Point S sur le "Client" subsistant avec toutes les garanties et autres attaches, y compris la réserve de propriété jusqu'à ce que le dit effet de commerce ait été effectivement payé.

9.3 - les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle, dès la livraison des « Marchandises », au transfert au "Client" des risques de perte ou de détérioration des biens soumis à réserve de propriété, ainsi que des dommages qu'ils pourraient occasionner.

- 9.4 - Le "Client" devra souscrire une assurance garantissant les risques nés à compter de la délivrance des « Marchandises ». Le "Client" devra être en mesure de justifier, à tout moment, des primes afférentes au paiement de ladite assurance.
- 9.5 - tant que le prix n'aura pas été intégralement payé, le "Client" devra individualiser les « Marchandises » livrées autre du présent contrat et ne pas les mélanger avec d'autres marchandises de même nature provenant d'autres fournisseurs. A défaut d'individualisation, L'adhérent Point S pourra en exiger le remboursement ou reprendre celles encore en stock.
- 9.6 - en cas de saisie vente, ou de toute autre intervention d'un tiers sur les « Marchandises », le "Client" devra impérativement en informer L'adhérent Point S sans délai afin de lui permettre de s'y opposer et de préserver ses droits.
- 9.7 - le "Client" s'interdit en outre de donner en gage ou de céder à titre de garantie la propriété des « Marchandises ».
- 9.8 - le "Client" ne pourra, pour quelques raisons ou causes que ce soient, procéder à la revente des « Marchandises » acquises en vertu des présentes tant que leur prix n'aura pas été intégralement réglé à L'adhérent Point S.
- 9.9 - toute modification, transformation ou altération des « Marchandises » est interdite. Si le "Client" contrevenait à cette interdiction, L'adhérent Point S serait, en outre en mesure de saisir le juge pour obtenir la restitution des « Marchandises » en encore en stock chez le "Client".
- 9.10 - il est expressément convenu, qu'à défaut de paiement de l'une quelconque des échéances, la totalité du prix sera exigible sans délai et pourra entraîner la revendication immédiate des « Marchandises ».

9.11 - Le "Client" s'engage à verser à L'adhérent Point S (1%) des sommes dues, par mois, à compter de la date de la restitution. De plus, il s'engage à verser une indemnité de dévalorisation fixée à CINQ POUR CENT (5%) du prix des marchandises, par mois de détention, depuis la livraison, jusqu'à la restitution. Ces deux dernières indemnités se compenseront le cas échéant avec les acomptes éventuellement versés.

ARTICLE 10: EMBALLAGES - CONSIGNATIONS

- 10.1 - Sauf pour ceux vendus, les emballages sont consignés aux "Clients". La valeur de consignation est payable en même temps que les "Produits" et dans les mêmes conditions. Son remboursement sera résilié en cas de non-paiement des acomptes en espèces, la somme correspondant à la consignation, et n'est exigible qu'après réception par L'adhérent Point S des emballages en retour.
- 10.2 - Les emballages livrés doivent être restitués, en bon état et franco de tous frais, à L'adhérent Point S dans un délai de QUINZE (15) jours, passé lequel L'adhérent Point S se réserve la faculté de ne pas les reprendre.
- 10.3 - Les emballages livrés dans les mêmes conditions que les "Point S" ne peuvent être utilisés que pour ses "Produits" et ne peuvent en aucun cas servir pour d'autres produits que les siens. Toute infraction à cette règle exposerait son auteur à des poursuites pénales et au versement de dommages intérêts.

ARTICLE 11: COMPÉTENCE – CONTESTATION - MEDIATEUR

- 11.1 - Le Consommateur peut saisir, soit l'une des juridictions territorialement compétentes en vertu du Code de procédure civile, soit la juridiction du lieu où il demeure au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable.
- 11.2 - La clause s'applique même en cas de référé, de demande incidente ou de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie et quels que soient le mode et les modalités de paiement, sans que les clauses attributives de juridiction pouvant exister sur les documents des "Clients" puissent mettre obstacle à l'application de la présente clause.
- 11.3 - Vous devrez en premier lieu nous adresser votre réclamation directement par courriel à l'adresse postale du siège de L'adhérent point S. Si cette tentative échoue, vous pourrez recourir à une procédure de médiation conventionnelle ou à tout autre mode alternatif de règlement des différends et notamment en ayant recours, gratuitement, dans le délai d'un an à compter de votre réclamation, au médiateur de la consommation compétent. En application de l'article L. 616-1 du code de la consommation, nous vous informons que les coordonnées du médiateur sont disponibles sur le site <http://www.mediation-conso.org>. Cette médiation, ou si vous ne souhaitez pas y recourir, vous demeurez libre de soumettre votre différend aux tribunaux compétents.

ARTICLE 12: RÉGLEMENTATION

- 12.1 - La nullité et la non-applicabilité ou de plusieurs des conditions ci-dessus, n'entraîne en aucune manière, la nullité ou la non-applicabilité des autres.
- 12.2 - Il en sera de même pour toute convention communautaire non compatible avec l'une des clauses du "Contrat".

ARTICLE 13: DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

- 13.1 - Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre du "Contrat" sont indispensables à la passation de celui-ci.
- 13.2 - Ces informations sont collectées par nos soins et sont destinées à la gestion commerciale de L'adhérent Point S.
- 13.3 - Elles peuvent être communiquées :
 - à ses services internes, aux membres de son réseau juridique et commercial et aux organismes liés contractuellement dans le respect du Règlement Européen sur la protection des données du 27 avril 2016 (RGPD) et de la Loi Informatique et libérés du 6 janvier 1978 modifiée afin de fournir aux « Clients » des services de qualité adaptés à leurs besoins ;
 - à nos partenaires commerciaux, pour leur permettre de nous adresser des offres ;
 - En communiquant ses coordonnées et sauf opposition de sa part, manifestée lors de la création de son compte client ou ultérieurement à tout moment, le client accepte que l'adhérent ou toute autre société du groupe Point S puissent lui adresser, par voie de courrier postal, courrier électronique ou de SMS, toutes informations concernant ses produits et services.
- 13.4 - En communiquant ses coordonnées, le client accepte le droit d'accès, selon les modalités de la loi et du RGPD, auprès de L'adhérent Point S. Vous pouvez également introduire une réclamation à la CNIL.
- 13.6 - Vous avez la possibilité de vous inscrire gratuitement sur une liste d'opposition au démarchage téléphonique BLOCTEL en passant par le site suivant : <https://www.bloctel.gouv.fr/> afin de ne plus être démarché par téléphone par un professionnel avec lequel vous n'avez pas de relation contractuelle en cours et ce, conformément à l'article L.223-2 du Code de la Consommation.

ARTICLE 14: CONTRAT DE GARANTIE PNEUMATIQUE

- 14.1 - La garantie contractuelle pneumatique s'applique pour tout pneu tourisme neuf, camionnette et 4x4 étiré et tout temps. Le vendeur du pneu demeure tenu de la garantie légale de conformité des vices cachés. La présente garantie s'applique aux pneus de toutes marques (hors marque Point S qui fait l'objet d'une garantie distincte), achetés et montés dans un point de vente Point S. La présente garantie est limitée à une durée de 2ans, mais sa portée variera en fonction du taux d'usure constaté et constatée à l'échéance. La garantie sera mise en œuvre en cas de rapport entre l'épaisseur de la gomme déjà consommée au jour du sinistre par rapport à l'épaisseur de la gomme encore utilisable. Pour plus d'informations, voir les conditions de mise en œuvre du taux d'usure en magasins. Le contrat de garantie doit être souscrit le jour du montage des pneus dans un centre Point S en France et est valable à compter de la date de facture d'achat du pneu. Elle n'est valable que pour le véhicule et le propriétaire indiqués sur la facture lors de l'achat des pneu pneumatiques. La mention du contrat de garantie sur la facture matérialisera l'accord du client sur l'ensemble de ses conditions. Le client peut mettre en œuvre cette garantie dans n'importe quel point de vente du Réseau Point S en France partenaire de la garantie pneu en présentant sa facture d'origine. En cas de non-participation d'un point de vente, le client pourra contacter le siège social du Réseau Point S (tel. 04.37.48.84.84) pour obtenir les coordonnées d'un autre point de vente. La présente garantie couvre le pneu en cas de dommage causés de façon accidentelle ou dus à des actes de vandalismes tels que strictement définis comme suit, la garantie ne s'appliquant qu'au pneu en lui-même, toutes les opérations de services restant à la charge du client.
- 14.2 - Les dommages acceptables
 - Il s'agit de dommages non réparables dus par le pneu et notamment, les dommages consécutifs aux chocs de trottoirs, aux cou- pures dues à des éclats de verre ou préjudices causés par des trous sur la chaussée ou par d'autres corps contondants. Sont exclus, les dommages causés par des accidents de la circulation, incendie, catastrophe naturelle, ou liés à une géométrie défectueuse.
- 14.3 - Les actes de vandalisme
 - Il s'agit de dommages intentionnels causés sur les pneus par un tiers. Dans ce cas, le client doit fournir l'original du justificatif du dépôt de plainte pénale au revendeur du centre Point S. Si le pneu est réparable, il sera réparé et sera refacturé au client unique- ment la prestation de service liée au montage, démontage, équilibrage du pneu et valve (en cas de changement de valve). Si le pneu n'est pas réparable, la facture sera établie à l'issue de la route et sera soumise à l'approbation du client. La dimension équivalente en fonction du point d'usure sera prise en compte et la valve et le figurant sur la facture du pneu faisant l'objet de la présente garantie. Le pneu échangé n'est plus couvert par la garantie.
- 14.4 - Exclusion de la garantie

La garantie ne s'applique pas en cas de dommages consécutifs à un mauvais entretien du pneu, à l'usage de pneu de géométrie ainsi qu'à des utilisations impropres ou abusives ou usage en compétition ou les utilisations spéciales non adaptées. Le kilométrage n'est pas garanti. La garantie ne s'applique pas aux prestations de service. En cas de remplacement du pneu (pneu non réparable et couvert par la garantie), le second pneu du même essieu reste à la charge du client. Seront également exclus les frais annexes et accessoires résultants notamment de l'utilisation de pneus neufs, des dommages causés par un tiers dans le cas de remorquage du véhicule, les dommages directs ou indirects causés par des chocs et aux personnes en raison de l'utilisation du pneu, les frais de dépannage ou de remorquage du véhicule.

14.5 - Définitions des conditions normales d'utilisation et de réparation du pneu

On entend par conditions normales d'utilisation, une utilisation conforme aux dispositions du règlement de la route et des recommandations du constructeur du véhicule. La réparation à chaud est interdite sur la bande de roulement et ne peut donc être effectuée.

14.6 - Forfait sérénité

Le client peut souscrire au forfait sérénité qui intègre outre la garantie pneumatique, la valve, l'équilibrage et la pose (dont le prix est variable selon le montage du pneu et/ou le cas échéant du véhicule), le forfait Sérénité couvre le montage des pneus et est valable à compter de la date de facture d'achat du pneu. La mention du forfait sur la facture matérialisera l'accord du client sur l'ensemble de ses conditions.